



la Confédération
de demain

Tous ensemble ?

OPINION DES CANADIENS SUR LE
PORT DU MASQUE, LES VACCINS ET LE
CONFINEMENT DURANT LA PANDÉMIE
DE COVID-19

RAPPORT TIRÉ DU SONDAGE
DE 2021 AUPRÈS DES CANADIENS
SUR LA CONFÉDÉRATION DE
DEMAIN

Sommaire

AVRIL 2021

**Environics
Institute**
For Survey Research

**CANADAWEST
FOUNDATION**



CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE
CONSTITUTION FÉDÉRALISME

**JOHNSON
SHOYAMA**
GRADUATE SCHOOL OF PUBLIC POLICY
URREGINA ▽ USASK

IRPP

INSTITUT
DE RECHERCHE
EN POLITIQUES
PUBLIQUES

INSTITUTE
FOR RESEARCH
ON PUBLIC
POLICY



STFX
UNIVERSITY

BRIAN MULRONEY
INSTITUTE OF GOVERNMENT

Les **sondages sur la Confédération de demain** sont des enquêtes annuelles menées conjointement par les grands organismes de politiques publiques suivants : **l'Environics Institute for Survey Research, Canada West Foundation, le Centre d'analyse politique – Constitution et Fédéralisme, l'Institut de recherche en politiques publiques, l'Brian Mulroney Institute of Government et la Johnson Shoyama Graduate School of Public Policy**. Ils permettent aux Canadiens d'exprimer leur avis sur les grands enjeux qui orientent l'avenir de la fédération et de leurs communautés politiques. L'enquête de 2021 repose sur un sondage auprès de 5 814 adultes, mené en ligne du 25 janvier au 17 février (dans les provinces) ainsi qu'en ligne et au téléphone du 25 janvier au 1er mars (dans les territoires). Les résultats du sondage sont pondérés selon la région, le genre, l'âge, la langue, le niveau d'éducation, le statut d'immigrant et l'identité autochtone afin de s'assurer qu'ils sont représentatifs à l'échelle nationale.

Lorsque les résultats sont présentés pour les territoires (individuellement ou combinés), ils sont pondérés séparément afin de s'assurer qu'ils sont représentatifs de cette région.

L'Environics Institute tient à remercier l'Institut de recherche en politiques publiques pour son soutien dans la traduction du sommaire du présent rapport.

Sommaire

Un an après le début de la pandémie de COVID-19, les efforts pour limiter la propagation du virus restent fortement tributaires de la volonté des citoyens de modifier leurs comportements et de respecter les directives de santé publique, en particulier sur la distanciation sociale et le port du masque. Et depuis l'arrivée récente des vaccins, les autorités veulent s'assurer que les citoyens consentent à se faire vacciner dès qu'ils le pourront. Le Sondage de 2021 auprès des Canadiens sur la Confédération de demain fait état d'un large consensus sur les aspects clés de la réponse à la pandémie, y compris l'obligation de porter un masque dans les lieux publics, l'importance de la vaccination et la prudente réouverture de l'économie. En pleine crise sanitaire, ce consentement s'explique notamment par la forte confiance que la population continue d'accorder aux scientifiques et aux experts médicaux.

Port du masque dans les lieux publics

Les Canadiens respectent non seulement l'obligation de porter le masque dans les lieux publics, mais ils en acceptent généralement la nécessité. Au cours du mois précédent l'enquête, 88 p. 100 d'entre eux l'avaient porté en tout temps ou presque dans les magasins et les établissements publics. Ils sont en outre relativement peu nombreux à s'en dire incommodés. C'est 77 p. 100 des Canadiens qui disent que l'obligation de porter un masque pour être servis ne les dérange pas, et 79 p. 100 qui se disent dérangés de voir des gens sans masque autour d'eux. Ces attitudes et comportements varient légèrement selon l'âge : les jeunes sont moins enclins à porter systématiquement le masque dans les lieux publics, et aussi plus susceptibles d'être incommodés par cette exigence.

Par rapport aux Américains, les Canadiens sont relativement moins nombreux à se dire incommodés par l'obligation de porter un masque dans les lieux publics, tout en étant plus enclins à se dire troublés d'y voir des gens sans masque. Mais la différence la plus marquée entre les deux pays réside dans l'accord multipartite sur la question, plus étendu au Canada.

Intention de se faire vacciner

Les trois quarts des Canadiens disent qu'ils se feront certainement ou probablement vacciner contre la COVID-19 lorsqu'ils en auront la possibilité. Moins du cinquième refuseraient certainement ou probablement le vaccin (parmi ceux-ci, moins du dixième le refusent catégoriquement). Les jeunes, les personnes racisées, les Autochtones et les citoyens ayant au plus un diplôme d'études secondaires sont moins enclins à dire qu'ils se feront certainement vacciner. Même parmi ces groupes, ils sont toutefois relativement peu nombreux à refuser catégoriquement le vaccin.

De faibles différences s'observent entre les partisans des principaux partis politiques fédéraux : ceux du Bloc québécois, du Parti libéral et du NPD sont plus enclins que la moyenne à dire qu'ils se feront certainement vacciner, ceux du Parti vert et du Parti conservateur l'étant légèrement moins. Tous partis confondus, moins du quart disent qu'ils refuseront probablement ou certainement de se faire vacciner.

L'intention de se faire vacciner est nettement plus forte chez les Canadiens que chez les Américains. Et aux États-Unis, l'écart entre démocrates et républicains est à cet égard deux fois supérieur à celui qu'on observe au Canada entre libéraux et conservateurs.

Réouverture de l'économie

La plupart des Canadiens sont favorables à une réouverture prudente de l'économie. Près des trois quarts préfèrent que les gouvernements protègent le mieux possible la population contre le virus, même s'il faut pour cela rouvrir l'économie plus lentement. Seulement un cinquième préfèrent une réouverture rapide, même au prix d'une augmentation des cas de COVID-19. Les deux tiers des résidents de chaque province privilégient l'approche la plus prudente. Dans les plus grandes villes du pays, on soutient aussi fortement une réouverture plus lente pour mieux protéger la population.

Si tous les groupes d'âge privilégient majoritairement une réouverture prudente, les avis sont moins unanimes chez les jeunes, en particulier chez les jeunes hommes. Entre 18 et 24 ans, la moitié d'entre eux se disent favorables à une réouverture rapide, l'autre moitié optant pour une réouverture plus lente. Les partisans du Parti conservateur sont plus nombreux à privilégier une réouverture rapide que ceux des autres partis. Mais tous partis confondus, moins du tiers des partisans soutiennent toutefois cette option, plus des trois cinquièmes souhaitant une réouverture plus lente.

Restrictions de déplacement entre régions

Si la plupart des Canadiens soutiennent les restrictions de déplacement pour limiter la propagation du virus, cet appui est beaucoup plus fort pour les voyages internationaux que pour les déplacements entre régions. Près de 90 p. 100 estiment que les autorités sont justifiées d'interdire les passages à la frontière canado-américaine, 77 p. 100 se disant du même avis pour les déplacements entre les provinces et territoires du pays et 60 p. 100 entre leurs différentes villes ou collectivités.

C'est au Québec et dans le Canada atlantique qu'on appuie le plus fortement les restrictions de déplacement entre provinces et territoires, l'Alberta et les territoires leur accordant l'appui le plus faible. Chez les partisans des différents partis politiques fédéraux, les conservateurs se démarquent en étant moins nombreux à soutenir chacune des trois restrictions.

Confiance à l'égard des scientifiques et des experts médicaux

Dans leur grande majorité, les Canadiens disent faire confiance aux scientifiques tout autant qu'aux conseils médicaux et sanitaires du gouvernement canadien. Les scientifiques inspirent une confiance beaucoup plus forte que les gouvernements. Cette confiance envers les scientifiques est par ailleurs plus uniforme à l'échelle du pays que celle envers les gouvernements.

On n'observe entre les régions aucune variation notable du niveau de confiance accordé aux conseils médicaux et sanitaires du gouvernement fédéral. Au moins 70 p. 100 des Canadiens disent se fier à ces conseils, quel que soit le parti fédéral qu'ils soutiennent.

Il est toutefois frappant de constater que les deux tiers de ceux qui se méfient des gouvernements de façon générale disent pourtant se fier aux conseils médicaux et sanitaires du gouvernement canadien. La confiance à l'égard des experts en médecine semble donc l'emporter sur les doutes suscités par les gouvernements, ce qui est plutôt rassurant.

Cette étude a été menée par l'Environics Institute for Survey Research, en partenariat avec les organisations suivantes :

LA FONDATION CANADA WEST

La Fondation Canada West se penche sur les politiques qui façonnent l'Ouest et, par extension, le Canada. Au moyen de travaux de recherche et d'analyse indépendants fondés sur des données probantes, elle offre des solutions pratiques pour répondre aux défis en matière de politiques publiques auxquels l'Ouest doit faire face, tant à l'échelle locale que mondiale.
<http://cwf.ca>

LE CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE – CONSTITUTION ET FÉDÉRALISME (CAP-CF) À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)

Le Centre d'analyse politique - Constitution et fédéralisme, à l'Université du Québec à Montréal, a pour mission de stimuler la recherche sur la politique constitutionnelle et le fédéralisme et de produire un savoir innovant, analytique et normatif sur les enjeux constitutionnels contemporains au Canada et dans les autres fédérations. <https://capcf.uqam.ca/>

L'INSTITUTE DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES

L'Institut de recherche en politiques publiques, fondé en 1972, est un organisme canadien indépendant, bilingue et sans but lucratif. Sa mission consiste à améliorer les politiques publiques en produisant des recherches, en proposant de nouvelles idées et en éclairant les débats sur les grands enjeux publics auxquels font face les Canadiens et leurs gouvernements.
<http://irpp.org/fr/>

THE BRIAN MULRONEY INSTITUTE OF GOVERNMENT

Le Brian Mulroney Institute of Government, fondé en 2018 et situé à l'Université St. Francis Xavier, a comme objectif de trouver des solutions créatives à des questions complexes touchant la gouvernance et les politiques publiques pancanadiennes et internationales. Ses activités de relations publiques, en plus de son programme universitaire de premier cycle de quatre ans en politiques publiques et gouvernance, visent à éclairer et façonner le discours pancanadien et international sur les enjeux qui touchent la politique, l'économie, la sécurité et la société. www.bmig.ca

THE JOHNSON SHOYAMA GRADUATE SCHOOL OF PUBLIC POLICY (JSGS)

Créée en 2007 par l'Université de Regina et l'Université de la Saskatchewan, la Johnson Shoyama Graduate School of Public Policy (JSGS) est reconnue pour ses formations innovatrices et ses programmes de microcrédit pour les étudiants diplômés et les praticiens des politiques publiques. À travers ses recherches qui poussent à la réflexion, la JSGS propose une perspective saskatchewanaise sur les enjeux politiques locaux, provinciaux, nationaux, et mondiaux sur des sujets tels que l'innovation, la science, les technologies, la société, les inégalités et la gouvernance. www.schoolofpublicpolicy.sk.ca

ENVIRONICS INSTITUTE FOR SURVEY RESEARCH

L'Environics Institute for Survey Research mène des recherches sociales et d'opinion publique pertinentes et originales liées à des questions touchant les politiques publiques et le changement social. C'est au moyen de tels travaux de recherche que les organisations et les gens peuvent mieux comprendre le Canada d'aujourd'hui, la façon dont il évolue et son avenir possible. <https://www.environicsinstitute.org>

**Environics
Institute**
For Survey Research

**CANADAWEST
FOUNDATION**


CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE
CONSTITUTION FÉDÉRALISME

**JOHNSON
SHOYAMA**
GRADUATE SCHOOL OF PUBLIC POLICY
REGINA USASK

IRPP
INSTITUT
DE RECHERCHE
EN POLITIQUES
PUBLIQUES

INSTITUTE
FOR RESEARCH
ON PUBLIC
POLICY

 **STFX**
UNIVERSITY

BRIAN MULRONEY
INSTITUTE OF GOVERNMENT



**Environics
Institute**

**The Environics Institute
for Survey Research**

900-33 Bloor Street East
Toronto, ON M4W 3H1

416 969 2457
www.environicsinstitute.org